



CONSEJO ECONOMICO
Y SOCIAL

REUNIÓN CONSEJEROS CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL



PROGRAMA DE INDUCCIÓN ENCUENTRO I

5 de marzo de 2021

SANTO DOMINGO
REPÚBLICA DOMINICANA

PROGRAMA DE INDUCCIÓN PARA CONSEJEROS

PRIMER MÓDULO
5 de marzo de 2021



PRIMERA GENERACIÓN DE CONSEJOS ECONÓMICOS Y SOCIALES

- Francia
- Países Bajos
- Italia
- ...

SEGUNDA GENERACIÓN DE CONSEJOS ECONÓMICOS Y SOCIALES

- España
- Portugal
- Países Africanos
- ...

TERCERA GENERACIÓN DE CONSEJOS ECONÓMICOS Y SOCIALES

- Países Iberoamericanos
- Brasil
- Curazao
- República Dominicana
- Otros países africanos
- ...

IMÁGENES SOBRE EL CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL DE LA REPÚBLICA FRANCESA



LEÓN JOUHAUX, SINDICALISTA, PREMIO NÓBEL DE LA PAZ, 1951

**Precursor del Consejo Económico
y Social de la República Francesa
Incorporado a la Constitución de
la V República desde el año 1958**

Le CES : lieu de dialogue et d'expression de la société civile

Le CES est l'unique institution consultative de la République où les représentants de l'ensemble des forces économiques et sociales siègent sur un pied d'égalité et peuvent exprimer librement, à une tribune officielle, leurs points de vue respectifs et leurs propositions. Il est donc le lieu où les vertus du dialogue, de la concertation et de l'échange sont sans doute les plus affirmées.

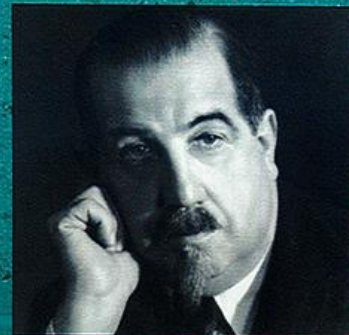
Si, déjà, un Conseil du commerce avait été institué par Henri IV en 1601, le Conseil économique et social actuel tire ses origines d'un courant d'idées né au milieu du XIX^{ème} siècle, favorable à une représentation organisée des forces économiques et sociales.

Après la Première Guerre mondiale, les syndicats ouvriers revendiquent avec vigueur la création d'une telle assemblée : dès 1919, Léon Jouhaux, qui recevra le Prix Nobel de la Paix en 1951, présente un projet de Conseil économique du travail qui verra le jour en 1925 sous l'appellation de « Conseil national économique ».

Forte des réflexions du Général de Gaulle et du Conseil national de la Résistance, la Constitution

de la IV^e République (titre III, article 25) donne, en 1946, au « Conseil économique » un statut constitutionnel destiné à garantir son indépendance face aux autres pouvoirs publics qu'il a pour mission de conseiller.

En 1958, la Constitution de la V^e République organise le « Conseil économique et social » dans sa forme actuelle et lui consacre un titre spécifique (le titre X, devenu le titre XI).



Léon Jouhaux, syndicaliste, Prix Nobel de la Paix

CONSEJO ECONÓMICO, SOCIAL Y MEDIOAMBIENTAL DE FRANCIA

- En el año 2008 el número de sus miembros llegaba a 233 integrantes del Pleno:
- 140 miembros de la vida económica y del diálogo social
- 60 miembros de la cohesión social, territorial y de la vida asociativa
- 33 miembros a título de protección de la naturaleza y del medioambiente.
- Desde el año 2020 su estructura está en proceso de ser cambiada.

CONSEJO ECONÓMICO, SOCIAL Y MEDIOAMBIENTAL DE FRANCIA SUS DIFERENTES ÓRGANOS

- **Presidente**
- **Gabinete del Presidente – 18 miembros**
- **Secretario General**
- **Las Secciones o Comisiones Permanentes de Trabajo – 9 Secciones**
- **La Asamblea Plenaria de Integrantes**

- **Rol Consultivo. De Diálogo. De Concertación Social.**

Les missions constitutionnelles du Conseil économique et social

Le Conseil économique et social est la 3^{ème} assemblée constitutionnelle de la République. Composé des représentants de la société civile (salariés, employeurs, associations...), il a une mission consultative de compétence générale qui consiste à conseiller le gouvernement et les pouvoirs publics sur l'ensemble des champs économiques et sociaux.



Ainsi, en vertu du Titre XI de la Constitution du 4 octobre 1958, il est investi d'une triple mission :

- conseiller le gouvernement et participer à l'élaboration de la politique économique et sociale ;*
- favoriser le dialogue entre les catégories socioprofessionnelles dont les intérêts, différents à l'origine, se rapprochent dans l'élaboration des propositions d'intérêt général ;*
- contribuer à l'information des assemblées politiques et des citoyens.*

La Constitution

Le fonctionnement du Conseil économique et social

Le Conseil économique et social peut être saisi par le gouvernement de toute question ou de tout texte en matière économique ou sociale. Le gouvernement est également tenu de consulter le CES sur les projets de loi de programme. Par ailleurs, le Conseil économique et social a la possibilité de s'auto-saisir de toute question relevant de sa compétence.

Le mode de fonctionnement du CES est proche de celui des deux autres assemblées parlementaires, l'Assemblée nationale et le Sénat.

L'assemblée plénière du Conseil économique et social regroupe les 231 membres du Conseil. Elle se réunit deux fois par mois pour voter les avis du CES. L'ordre du jour de l'assemblée plénière est arrêté par le Bureau. Les ministres, informés des avis qui les concernent, assistent à l'assemblée plénière et participent au débat général.

Neuf sections permanentes sont chargées de la préparation des études et des projets d'avis, généralement étayés par un rapport, qui seront soumis au vote de l'assemblée plénière. Elles sont composées chacune de 27 à 29 conseillers et de 8 « membres de section ». Elles travaillent

à huis-clos et auditionnent les personnalités compétentes sur les sujets traités.

Le CES comprend en outre une Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre hommes et femmes et une Délégation pour l'Union européenne composées chacune d'un représentant des 18 groupes d'appartenance des conseillers.

Pour des sujets particuliers, une commission temporaire peut être constituée.

Les avis, rapports et études du CES sont transmis, après adoption, au Premier ministre, qui est ainsi informé des positions des organisations socioprofessionnelles sur les thèmes de la politique économique et sociale.

L'avis du CES est porté à la connaissance des assemblées du Parlement qui peuvent entendre les rapporteurs du CES. Il est publié par les journaux officiels et disponible sur le site internet www.ces.fr.

Réunion de la Commission temporaire sur la saluine gouvernementale - Consolider le dialogue social - 2006



La composition du Conseil économique et social

Le Conseil économique et social est composé, pour l'essentiel de ses membres, des représentants des organisations de la société civile.

Il est donc le lieu de l'expression indépendante des acteurs économiques et sociaux sur l'ensemble des grandes problématiques de la société contemporaine.

Le Conseil comprend 231 membres répartis en 18 groupes de représentation pour un mandat de 5 ans. 163 d'entre eux sont désignés directement par les organisations socioprofessionnelles, dont :

- 69 par les organisations syndicales représentatives des salariés du secteur public et du secteur privé ;
- 65 par les organisations professionnelles représentant les entreprises privées, industrielles, commerciales, artisanales et agricoles, et les professions libérales ;
- 19 par les organismes de la coopération et de la mutualité ;
- 10 par les associations familiales.

Les 68 autres conseillers sont nommés par le gouvernement, dont :

- 17 sur proposition des organismes consultatifs compétents pour les représentants des entreprises publiques (10), de la vie associative (5) et des Français établis hors de France (2) ;
- 9 après consultation des organisations professionnelles les plus représentatives d'Outre Mer ;
- 2 au titre de l'épargne et du logement ;
- 40 personnalités qualifiées dans les domaines économique, social, scientifique ou culturel sont nommées par décret en Conseil des ministres.

Aux 231 conseillers s'ajoutent 72 « membres de section » désignés pour deux ans et qui tiennent un rôle d'expert auprès d'une section.

Le Bureau, élu par l'assemblée pour deux ans et demi, est l'organe directeur du CES. Il est composé du président du Conseil économique et social et de dix-huit membres, un pour chaque groupe de représentation.



L'assemblée plénière du CES



Le travail en section au Conseil économique et social

Les sections sont les formations de travail ordinaires du Conseil économique et social.

C'est en leur sein que les conseillers économiques et sociaux dialoguent afin de dégager, sur chaque thème de saisine, des points de consensus, qui seront ensuite soumis au vote de l'assemblée plénière.

Les sections sont donc responsables de la préparation des rapports, études et projets d'avis du CES.

Elles sont composées de vingt-sept à vingt-neuf conseillers désignés par le bureau, sur propositions des groupes. Chacune comprend en outre huit « membres de section ».

Les sections sont au nombre de neuf :

- section des Affaires sociales,
- section du Travail,
- section des Economies régionales et de l'Aménagement du territoire,
- section du Cadre de vie,
- section des Finances,
- section des Relations extérieures,
- section des Activités productives, de la Recherche et de la Technologie,
- section de l'Agriculture et de l'Alimentation,
- section des Questions économiques générales et de la Conjoncture.

S'y ajoutent deux délégations :

- délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre hommes et femmes,
- délégation pour l'Union européenne.



Une audition en section





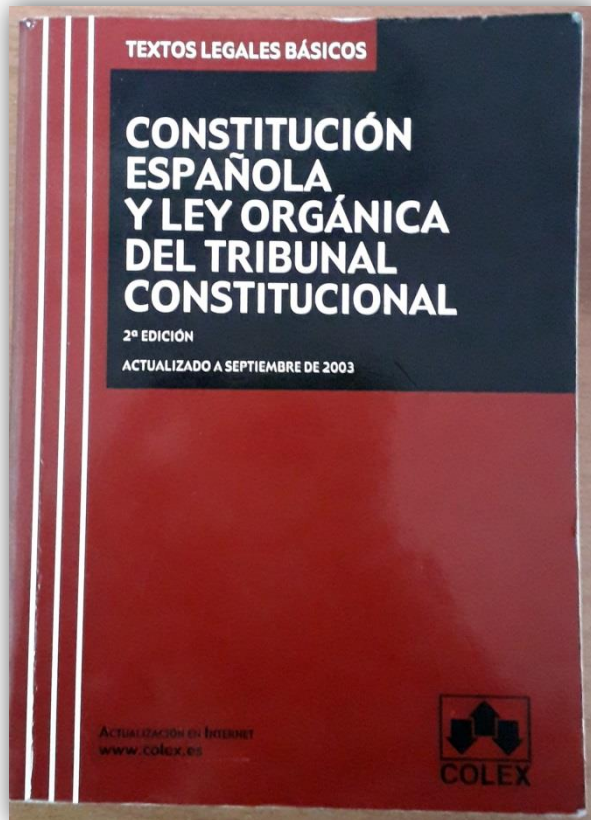
IMÁGENES SOBRE EL CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL DEL REINO DE ESPAÑA



PACTO DE LA MONCLOA EN EL REINO DE ESPAÑA

CONSTITUCIÓN ESPAÑOLA DEL 29 DE DICIEMBRE DE 1978

- **Art. 9.2** Corresponde a los poderes públicos promover las condiciones para que la libertad y la igualdad del individuo y de los grupos en que se integra sean reales y efectivas; remover los obstáculos que impidan o dificulten su plenitud y facilitar la participación de todos los ciudadanos en la vida política, económica, cultural y social.
- **Art. 131 in fine(...)**A tal fin se constituirá un Consejo, cuya composición y funciones se desarrollarán por ley.



CONSTITUCIÓN ESPAÑOLA

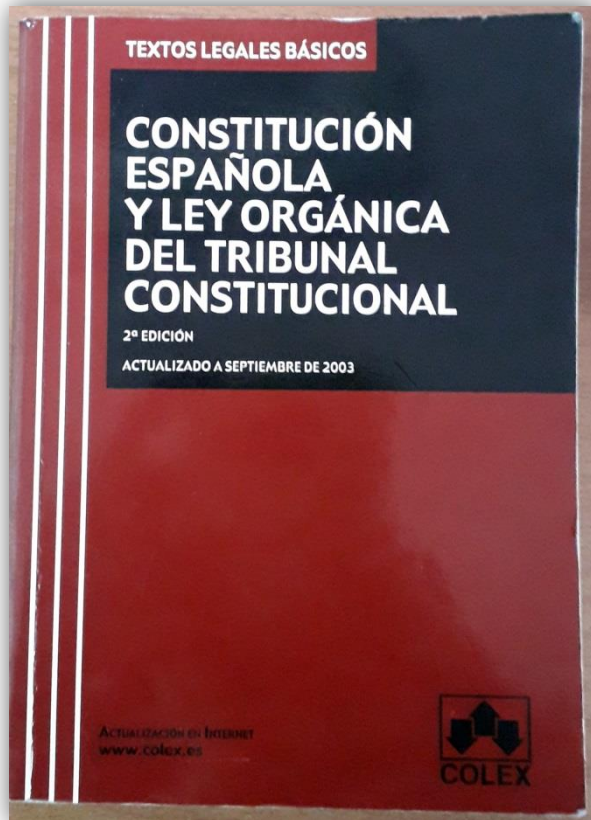
Artículo 9.

2. Corresponde a los poderes públicos promover las condiciones para que la libertad y la igualdad del individuo y de los grupos en que se integra sean reales y efectivas; remover los obstáculos que impidan o dificulten su plenitud y facilitar la participación de todos los ciudadanos en la vida política, económica, cultural y social.

CONSTITUCIÓN ESPAÑOLA

Artículo 131.

1. El Estado, mediante ley, podrá planificar la actividad económica general para atender a las necesidades colectivas, equilibrar y armonizar el desarrollo regional y sectorial y estimular el crecimiento de la renta y de la riqueza y su más justa distribución.
2. El Gobierno elaborará los proyectos de planificación, de acuerdo con las previsiones que le sean suministradas por las Comunidades Autónomas y el asesoramiento y colaboración de los sindicatos y otras organizaciones profesionales, empresariales y económicas. A tal fin se constituirá un Consejo, cuya composición y funciones se desarrollarán por ley.



CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL DE ESPAÑA

- **Ley 21/1991 de 17 de junio, por la que se crea el Consejo Económico y Social**
- **Reglamento de Organización y Funcionamiento Interno del Consejo Económico y Social del 25 de febrero de 1993**

«Ley de Creación
y Reglamento de
Organización y
Funcionamiento del
Consejo Económico
y Social»



CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL DE ESPAÑA

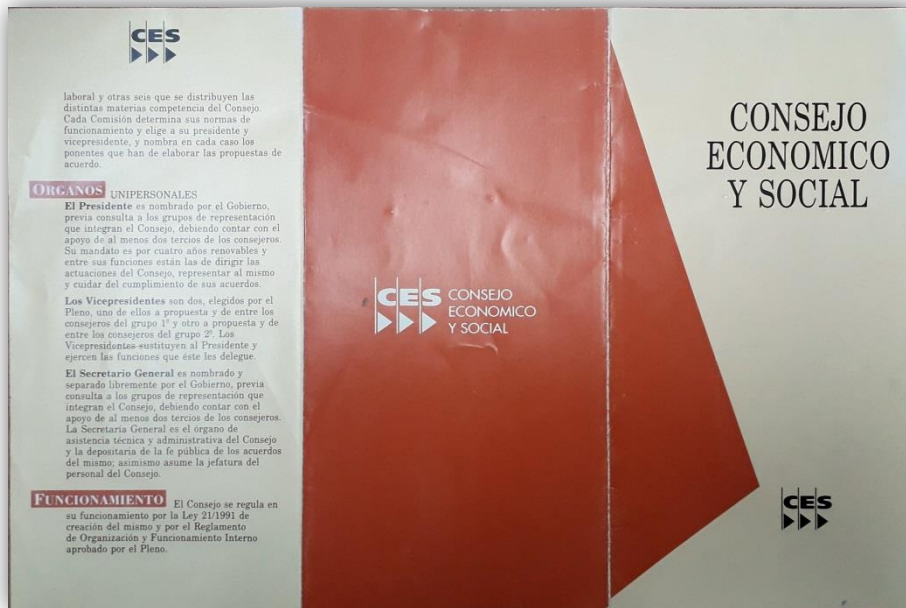
- **Órgano Colegiado**
- **Art. 6 El Pleno del Consejo compuesto por 61 miembros**
- **De tres grupos por actividad patronal, sindical y asociaciones.**

CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL DE ESPAÑA

ÓRGANOS

Art. 5.- Son órganos del Consejo:

- A) El Pleno**
- B) La Comisión Permanente**
- C) Las Comisiones de Trabajo**
- D) El Presidente**
- E) Los Vicepresidentes**
- F) El Secretario General**



laboral y otras seis que se distribuyen las distintas materias competencia del Consejo. Cada Comisión determina sus normas de funcionamiento y elige a su presidente y vicepresidente, y nombra en cada caso los ponentes que han de elaborar las propuestas de acuerdo.

ORGANOS UNIPERSONALES

El Presidente es nombrado por el Gobierno, previa consulta a los grupos de representación que integran el Consejo, debiendo contar con el apoyo de al menos dos tercios de los consejeros. Su mandato es por cuatro años renovables y entre sus funciones están las de dirigir las actuaciones del Consejo, representar al mismo y cuidar del cumplimiento de sus acuerdos.

Los Vicepresidentes son dos, elegidos por el Pleno, uno de ellos a propuesta y de entre los consejeros del grupo 1º y otro a propuesta y de entre los consejeros del grupo 2º. Los Vicepresidentes sustituyen al Presidente y ejercen las funciones que éste les delegue.

El Secretario General es nombrado y separado libremente por el Gobierno, previa consulta a los grupos de representación que integran el Consejo, debiendo contar con el apoyo de al menos dos tercios de los consejeros. La Secretaría General es el órgano de asistencia técnica y administrativa del Consejo y la depositaria de la fe pública de los acuerdos del mismo, asimismo asume la jefatura del personal del Consejo.

FUNCIONAMIENTO El Consejo se regula en su funcionamiento por la Ley 21/1991 de creación del mismo y por el Reglamento de Organización y Funcionamiento Interno aprobado por el Pleno.

CONSEJO ECONOMICO Y SOCIAL

CES CONSEJO
ECONOMICO
Y SOCIAL



El Consejo Económico y Social es un órgano consultivo del Gobierno en materia socioeconómica y laboral, creado por la Ley 21/1991, de 17 de junio, en cumplimiento de las previsiones de la Constitución Española, tanto las genéricas de promover la participación de los ciudadanos, directamente o a través de organizaciones o asociaciones, en la vida económica y social (artículo 9.2), como las más específicas del artículo 131.2.

OBJETIVO Establecer un cauce formalizado de participación de los agentes económicos y sociales en el proceso de elaboración de las leyes referidas a materias socioeconómicas y laborales, promover la participación de tales agentes en el proceso de toma de decisiones del Gobierno en dichas materias, ofrecer una plataforma institucional permanente de diálogo y deliberación entre los interlocutores sociales e incentivar el estudio y la consideración por parte de los mandos de los problemas económicos y sociales, formulando en su caso las propuestas correspondientes a los poderes públicos.

NATURALEZA El Consejo Económico y Social forma parte de la Alta Dirección del Gobierno, para la prestación de asesoramiento al mismo en materias sociales, económicas y laborales, y se constituye como Ente de Derecho Público, con personalidad jurídica propia, plena capacidad y autonomía orgánica y funcional.

FUNCIÓNES Emitir Dictamen, con carácter preceptivo y no vinculante, sobre los Anteproyectos de Leyes del Estado y Proyectos de Reales Decretos Legislativos que regulen

materias socioeconómicas y laborales (con excepción del Anteproyecto de Ley de Presupuestos Generales del Estado), así como sobre los Proyectos de Reales Decretos que tengan especial trascendencia en la regulación de las citadas materias. Emitir Dictamen en los asuntos que, con carácter facultativo, sean sometidos a consulta del mismo por el Gobierno de la Nación o sus miembros. Elaborar, a solicitud del Gobierno o de sus miembros o a iniciativa propia, estudios o informes sobre cuestiones económicas y sociales. Elaborar y elevar anualmente al Gobierno una Memoria en la que se expongan sus consideraciones sobre la situación socioeconómica y laboral de la nación.

COMPOSICIÓN El Consejo está integrado por sesenta y un miembros, incluido su Presidente. Existen tres grupos, en cada uno de los cuales se integran: GRUPO 1º: veinte consejeros en representación de las organizaciones empresariales GRUPO 2º: tres consejeros en representación del sector agrario, tres del sector marítimo-pesquero, cuatro de consumidores y usuarios, cuatro del sector de la economía social y seis expertas en las materias competencia del Consejo, nombrados por el Gobierno. El mandato de los consejeros es por cuatro años, pudiendo renovarse sucesivamente. Todos ellos son nombrados por el Gobierno a propuesta de las organizaciones representativas o implantadas en el sector correspondiente.

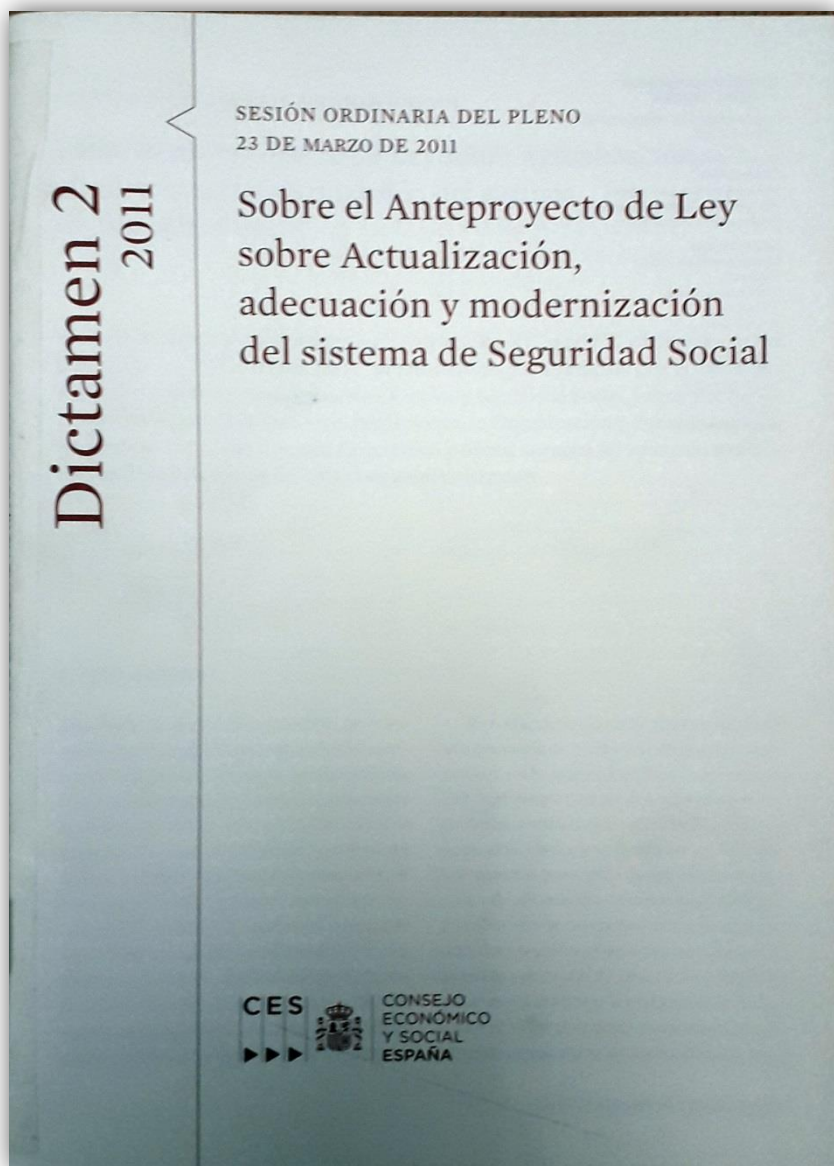
ORGANOS COLEGIADOS

El Pleno, integrado por la totalidad de los consejeros, bajo la dirección del Presidente y asistido por el Secretario General, tiene como principales funciones establecer las líneas de actuación del Consejo, aprobar los dictámenes, estudios o informes elaborados por el mismo, regular su régimen de organización y funcionamiento interno y aprobar el Anteproyecto de Presupuesto, a incluir en los Presupuestos Generales del Estado. Se reúne en sesión ordinaria al menos una vez al mes, y en sesión extraordinaria cuando sea convocado por el Presidente, a iniciativa propia, de la Comisión Permanente o de veinte consejeros. Adopta sus acuerdos por mayoría absoluta de los asistentes, dirimiendo los empates el Presidente.

La Comisión Permanente está integrada, bajo la dirección del Presidente y asistida por el Secretario General, por dieciocho consejeros, seis de cada grupo. Sus principales funciones son las de adoptar las medidas necesarias para aplicar las líneas de actuación decididas por el Pleno, fijar el orden del día del mismo, aprobar los dictámenes del Consejo cuando exista delegación para ello del Pleno, decidir la tramitación de las consultas presentadas al Consejo y supervisar todas sus actividades. Las sesiones ordinarias se celebran al menos una vez al mes, y las extraordinarias cuando son convocadas por el Presidente, a iniciativa propia o a solicitud de seis consejeros.

Las Comisiones de Trabajo pueden ser permanentes o específicas para cuestiones concretas y tienen la composición acordada por el Pleno. Entre las permanentes están la encargada de la elaboración de la Memoria anual sobre la situación socioeconómica y





DICTAMEN

**Sobre el Anteproyecto de Ley
sobre Actualización, adecuación
y modernización del sistema de
Seguridad Social**

PLENO DE INTEGRANTES 2018 - 2019



REPÚBLICA DOMINICANA



COMISIÓN EJECUTIVA 2020 CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL REPÚBLICA DOMINICANA

ASAMBLEAS PLENARIAS PACTO EDUCATIVO 2015 - 2016



TALLER DE INDUCCIÓN CONSTRUCCIÓN DE CONSENSOS 2017



REUNIONES CON CONSEJEROS CES DE ESPAÑA





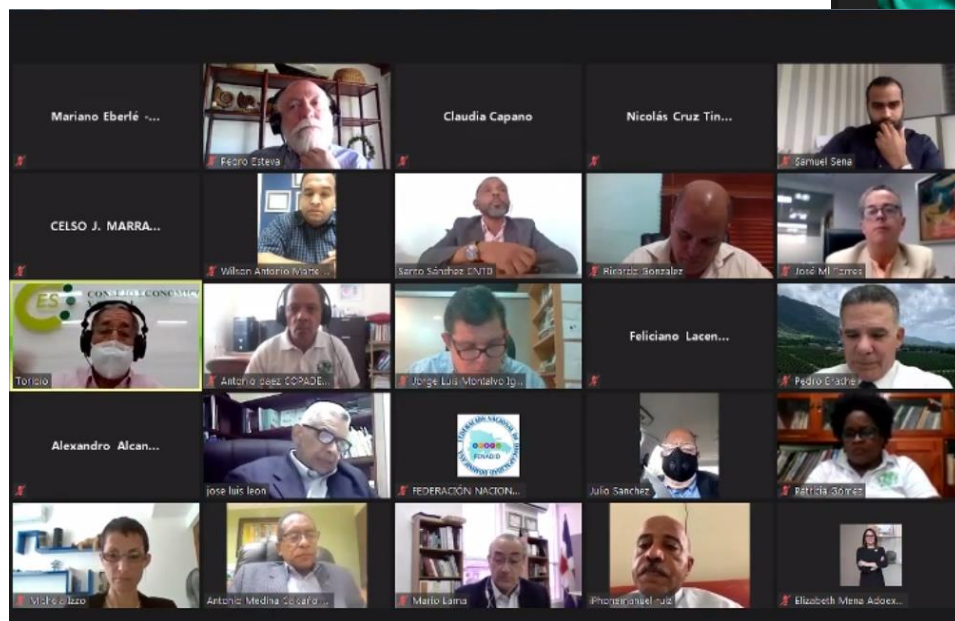
ASAMBLEA PLENARIA PACTO ELÉCTRICO 2017



GRUPOS DE TRABAJO 2020 - 2021



NUEVA MODALIDAD DE REUNIONES ZOOM 2020 - 2021





MARCO LEGAL

AÑO CXLVI

10810



GACETA OFICIAL

Fundada el 2 de junio de 1851

Director Administrativo: Dr. César Pina Toribio
Consultor Jurídico del Poder Ejecutivo

Santo Domingo de Guzmán, D. N., República Dominicana
20 de agosto de 2015

INDICE

ACTOS DEL PODER LEGISLATIVO

Ley No. 142-15 que instituye el Consejo Económico y Social, adscrito al Ministerio de la Presidencia.	Pág. 03
Res. No. 143-15 que aprueba el Convenio de Préstamo No.8479-DO, suscrito entre la República Dominicana y el Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento, por un monto de US\$75,000,000.00, para ser utilizado en el financiamiento del Proyecto Integrado de Promoción y Protección Social, a ser ejecutado por el Gabinete de Coordinación de Políticas Sociales (GCPS).	16
Res. No. 144-15 que aprueba el Adendum No. 1, del 4 de agosto del 2014, al Convenio de Apertura de Crédito para el Financiamiento del Plan Sierra, suscrito entre el Estado dominicano y la Agencia Francesa de Desarrollo.	99



CONSEJO ECONOMICO
Y SOCIAL

291/20

DECRETO QUE REGLAMENTA
LA ELECCIÓN DE LOS
MIEMBROS DEL PLENO
Y LA COMISIÓN EJECUTIVA DEL
CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL
DE LA REPÚBLICA DOMINICANA



Colección CES

ACTIVIDADES DE LOS CES

Algunos ejemplos de actividades de los CES

- Guatemala. *Informe del CES 2013-2014. El Diálogo Social y las Políticas Públicas.*
- Francia. *Informe sobre la Unión Europea en la encrucijada.*
- Portugal. *Acuerdo sobre actualización de la retribución mínima mensual garantizada, competitividad y promoción del empleo.*
- Brasil. *Enunciados estratégicos para el desarrollo.*
- Italia. *Informe sobre el mercado de trabajo: demanda y oferta de trabajo, perspectivas a medio plazo, análisis de los trabajadores con bajas remuneraciones.*
- Honduras. *Mecanismo de fijación del salario mínimo.*
- Panamá. *Proceso de verificación del cumplimiento de los Acuerdos de la Concertación.*
- España. *Informe sobre la situación sociolaboral de las personas de 46 a 64 años de edad.*
- República Dominicana. *Pacto Nacional para la Reforma Educativa.*

BIBLIOGRAFÍA

- **Constitución de la República Dominicana** del 13 de junio del 2015.
- **Constitución Española y Ley Orgánica del Tribunal Constitucional**, 2da edición, septiembre 2003.
- Calliess, Peter y Zumbansen, ***Rough Consensus and Running Code: A Theory of Transnational Private Law***, Oregon, 2012.
- Decaro, julio, ***La Cara Humana de la Negociación***, D' Vinni Editorial Ltda, Colombia, 2012.
- ***Los Consejos Económicos y Sociales en América Latina y en la Unión Europea***. Experiencias practicas del dialogo social, Madrid, noviembre de 2014.
- Sánchez Morón, Miguel, ***Derecho Administrativo***, 3era edición, España 2007.
- Pollitt, Christopher, ***The Essential Public Manager***, Philadelphia, 2003.

Gracias por su amable atención



Av. Abraham Lincoln #295
Edificio Centro Empresarial CARIBALICO
Primer Piso, ala este. Sector La Julia, Distrito Nacional
Santo Domingo, República Dominicana
809-286-0379



ces.gob.do



[@CES_RepDom](https://twitter.com/CES_RepDom)



[@cesrepublicadominicana](https://www.instagram.com/cesrepublicadominicana)



[YouTubeCESRD](https://www.youtube.com/YouTubeCESRD)